



**POUR UNE AUTRE POLITIQUE DANS L'ÉDUCATION
L'ARRÊT DES ATTAQUES CONTRE L'ÉCOLE PUBLIQUE
DES MOYENS POUR UNE RENTRÉE À LA HAUTEUR DE LA GRAVITÉ DE LA SITUATION**

Après deux mois de fermeture les écoles, les collèges, les lycées, les services rouvrent « petit à petit » dans des conditions sanitaires loin d'être satisfaisantes puisque déjà, plusieurs fermetures ont eu lieu pour cause de détection de cas de Covid.

Pour nos organisations syndicales la priorité demeure la santé de toutes et tous et il appartient à notre institution de prendre et de mettre en place toutes les mesures de protection qui s'imposent.

Alors que c'était l'objectif affiché, à peine 16% des élèves des quartiers populaires sont revenus dans les écoles démontrant ainsi l'inquiétude légitime des familles.

Nos organisations SNES, SNUIPP, FNEC FP FO, SUD Éducation, CNT et CGT Éduc'action appellent l'ensemble des collègues à se rassembler massivement :

**MERCREDI 10 JUIN À 14 HEURES
DEVANT LE RECTORAT DE TOULOUSE**

Le protocole sanitaire du ministre est inapplicable et place les personnels dans une situation insupportable. La réouverture progressive des écoles a été l'occasion pour le ministre de mettre en place une école qui n'est plus l'école. Une école gérée par les collectivités locales, créant la confusion entre scolaire et périscolaire, sans groupe classe de niveau, alternant présentiel et distanciel, sans programmes nationaux mais avec des projets éducatifs territoriaux, sans respect des statuts, sans missions clairement définies, sans règles, ...

Alors que l'Éducation nationale est déjà fortement violentée par les réformes Blanquer du lycée et du baccalauréat, de la voie professionnelle, le ministre met en place des « 2S2C » : des activités prises en charge par les municipalités sur le temps scolaire, en lieu et place des cours, qui visent tout simplement à retirer de l'enseignement obligatoire les enseignements d'éducation physique et des arts en général.

Le statut de directeur-riche d'école supérieur-e hiérarchique revient sur le devant de la scène à travers une proposition de loi qui établit un lien de subordination entre les directeurs-rices et les municipalités, ce qui remettrait en cause le cadre national de l'école de la République et le statut de fonctionnaire d'État des professeur-es des écoles, adjoint-es comme directeurs-rices.

Cette période de confinement a également été l'occasion pour notre ministère **d'expérimenter le télétravail dont le bilan est peu reluisant. Si, grâce à l'engagement des enseignant-es, il a permis de maintenir un lien avec élèves et familles, il n'a pu remplacer le manque d'école et a révélé et creusé les inégalités scolaires.** L'école reste avant tout le lieu du vivre ensemble, du partage et de la coopération, loin du chacun chez soi et chacun pour soi ! **Et pourtant la majorité profite de la situation d'état d'urgence sanitaire pour proposer des lois qui vont encore aggraver nos conditions de travail et d'études pour les élèves.** Ainsi elle envisage de **légiférer sur le télétravail** pour le rendre « usuel » sans même faire le bilan de ces trois mois de pratique ! **Ce télétravail des personnels, qui viendrait s'ajouter à l'enseignement en présentiel, entraînerait une surcharge de travail.**

.../...

Il remet aussi en cause nos statuts et obligations de service, déjà mis à mal par la réforme de la Fonction Publique qui a entériné le recours accru à la précarité.

Précarité à laquelle sont condamnés nos collègues AESH, méprisés tout comme le sont leurs missions pourtant essentielles et dont la reconnaissance en termes de statut et de rémunération devient urgente.

Et comme à son habitude, JM Blanquer réforme au mépris de l'avis de la profession, des organisations syndicales et associations de parents d'élèves.

Pour nos organisations ces projets sont inacceptables et montrent à quel point ce gouvernement accélère sa politique de casse des services publics et de l'éducation nationale en particulier.

LE MEPRIS ENVERS L'ECOLE PUBLIQUE, ÇA SUFFIT !

Parce que la situation l'impose et que nos élèves auront été privés de plus de trois mois de cours, l'urgence est au recrutement massif de personnels afin d'améliorer les taux d'encadrement des élèves, pour favoriser leurs conditions d'études et améliorer significativement les conditions de travail des personnels. Il faudra de toute évidence un accompagnement de tous les élèves à la rentrée septembre et une remédiation pour les plus fragiles et pour les décrocheurs avec des effectifs réduits dans les classes.

La priorité n'est pas aujourd'hui de jouer aux apprentis sorciers, mais bien au contraire de renforcer les Services Publics, garants de plus de justice sociale.

POUR EXIGER UNE AUTRE POLITIQUE DANS L'EDUCATION ET POUR UNE ECOLE AU SERVICE DES ELEVES NOUS EXIGEONS :

- **L'octroi de moyens à la hauteur de la situation exceptionnelle pour la rentrée 2020.** L'arrêt des suppressions de postes, de classes et la création des postes nécessaires ;
- **Le retrait des réformes et projets en cours :** Abrogation de la réforme du lycée, de la voie professionnelle, du baccalauréat, de Parcours sup, de la réforme des concours de l'Education nationale ; non au 2S2C ; non à la proposition de loi sur la direction d'école, non à la généralisation du télétravail obligatoire et dérèglementé
- **La revalorisation du point d'indice** pour une véritable revalorisation des salaires
- **Le recrutement de personnels** sous statut ;
- **La titularisation et revalorisation** des précaires (enseignant-es, AESH, agent-es...);
- **Pour une Ecole qui reste l'Ecole, dans le respect de notre statut de fonctionnaire d'Etat.**

Les organisations syndicales proposent aux personnels de se réunir en RIS, HIS, AG afin d'établir les revendications.

RETROUVONS NOUS NOMBREUSES·EUX EN RASSEMBLEMENT

(DANS LE RESPECT DES CONSIGNES SANITAIRES)

LE MERCREDI 10 JUIN A 14 HEURES - DEVANT LE RECTORAT DE TOULOUSE

(une demande d'audience est déposée)

SOUTIEN AVEC LES PERSONNELS DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE

Le drame sanitaire, social, politique et écologique que nous traversons n'a pas seulement comme origine une pandémie mondiale... Mais bien la destruction de notre système de Santé, de Sécurité Sociale et d'Action Sociale.

Parce que la santé, comme l'ensemble des services publics, est l'affaire de toutes, nos organisations syndicales appellent les personnels à se joindre aux personnels hospitaliers pour les mardis de la colère aux rendez vous suivants :

Mardi 2 juin 14h Action à l'Agence Régionale de Santé Midi-Pyrénées

Mardi 9 juin 14h Action devant la Caisse Primaire d'Assurance Maladie,

**Mardi 16 Juin 14h : Manifestation monstre de la Santé
avec tous les autres secteurs.**